



Diffusion de l'information sur l'Amérique latine

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 Lyon - France - Tél. 04 72 77 00 26 - Fax 04 72 40 96 70

GUATEMALA



D 2099 • Gt9
16-30 sept 1996

MOTS-CLEFS
Droits de l'homme
Ingérence
Guerre froide
Guerre sale
Anticommunisme

LE RAPPORT CLINTON

Enquête sur le comportement de la CIA

En mars 1995, le président des États-Unis a ordonné qu'une enquête soit faite au sommet sur les activités des agences de renseignements des États-Unis au Guatemala. L'enquête devait porter essentiellement sur la torture, la disparition ou la mort de citoyens des États-Unis au Guatemala depuis 1984.

L'administration Clinton s'inquiétait des dénonciations selon lesquelles la CIA était liée à des officiers de l'armée guatémaltèque compromis dans des violations de droits de l'homme et qui n'auraient informé ni le Congrès ni le Département d'État, de ce qui se passait réellement en ce pays d'Amérique

centrale. Terminé en juin 1996, le rapport manifeste bien l'approche des droits de l'homme faite actuellement par les services de renseignements nord-américains : leur respect peut désormais être utile à la défense des intérêts des États-Unis au Guatemala. On observe également, avec le cas concret de Bámaca (cf. DIAL D 1993 et 2078), la somme de contradictions invraisemblables que peuvent véhiculer les services de renseignement des États-Unis.

L'article ci-dessous de Gonzalo Guerrero a été publié dans Envío, juillet 1996 (Managua, Nicaragua).

Une histoire incomplète

Le rapport, conclu et remis le 28 juin, a été qualifié de "sans précédent". Pourtant, ceux qui en attendaient quelque transformation dans les attitudes ou les stratégies élaborées lors de la "guerre froide", y ont trouvé bien peu de choses.

"La fin de la guerre froide, est-il dit dans le document, a eu pour effet une baisse graduelle dans le financement de l'agence de la CIA au Guatemala, mais cette baisse a eu un effet limité sur les méthodes de travail de la CIA et sur la mentalité des officiers de la CIA, travaillant au Guatemala".

"Les fonctionnaires des États-Unis au

Guatemala continuent de voir dans les insurgés communistes leur ennemi principal. Il n'ont cessé de considérer le gouvernement et les forces de sécurité du Guatemala comme des associés dans le combat contre un ennemi commun et contre de nouvelles menaces, comme le trafic illicite de la drogue et l'immigration clandestine".

Clinton a demandé cette enquête en raison de dénonciations selon lesquelles la CIA avait refusé d'informer les autres services du gouvernement sur les cas du guérillero Efraín Bámaca et de Michael Devine, américain assassiné dans le Petén. Selon d'autres dénonciations, un agent nord-

américain aurait été en relation avec ses homologues guatémaltèques compromis dans l'enlèvement, la torture et le viol de Diana Ortiz, religieuse ursuline de nationalité nord-américaine¹.

Le rapport contient neuf cas de disparitions, assassinats, attaques et enlèvements, impliquant des citoyens des États-Unis. Dans le cas de Bámaca, c'est son épouse, Jennifer Harbury, qui est nord-américaine.

Le mandat de la commission, réduit à ne devoir traiter que de cas spécifiquement en rapport avec des citoyens des États-Unis, donnait une première indi-

1. Cf. DIAL D 2078

cation de ce que l'histoire ne serait pas respectée en sa totalité. En fait, la décision de limiter l'enquête faisait écho à une dénonciation de soeur Diana Ortiz, sur le comportement d'un Nord-Américain nommé "Alejandro", qui l'avait "délivrée" en novembre 1989, après qu'elle eût été enlevée, torturée et violée par ses ravisseurs. La soeur Ortiz avait remarqué la fureur dans laquelle était entré cet homme, quand il avait appris que des agents guatémaltèques de sécurité avaient torturé "une Nord-Américaine". Il ne prenait en compte que l'identité de la victime et non pas les atrocités commises.

Alliés de gens "sans scrupules"

Le rapport résume les objectifs de la politique des États-Unis à l'égard du Guatemala : appui à la transition démocratique et renforcement du gouvernement civil et démocratique, promotion des droits de l'homme et de l'État de droit, appui à la croissance économique, lutte contre le trafic de drogue et la guérilla communiste, avancées dans le processus de paix entre gouvernement et guérilla.

Les agences de renseignements des États-Unis, à Washington comme au Guatemala, se sont orientées en fonction d'un appui à ces objectifs. Pour les mener à bien, exprime le rapport, la CIA dut "travailler de très près avec les organismes de sécurité et de renseignements guatémaltèques, et développer des sources de renseignements". Il ajoute : "Bien que les objectifs de la CIA au Guatemala soient légitimes, le fait de chercher à les atteindre et de maintenir son influence a obligé la CIA à garder contact avec des groupes et des individus peu scrupuleux. Les performances des services de sécurité du Guatemala en matière de droits de l'homme sont par-

faitement connues comme répréhensibles. La CIA s'est efforcée d'améliorer la conduite des services, mais les atteintes sérieuses aux droits de l'homme ont continué, et certains contacts très proches de l'Agence se trouvaient impliqués dans ces agissements."

Droits de l'homme

Le rapport explique clairement pourquoi les services de renseignements doivent considérer le respect des droits de l'homme comme un objet d'attention particulière. "Ignorer l'importance des droits de l'homme a fait beaucoup de mal à notre mission. Tout le monde nous regarde." Le message est clair : la fin continue de justifier les moyens, mais la nouvelle importance que l'on donne aujourd'hui aux droits de l'homme dans le monde ajoute un élément nouveau au calcul effectué.

Un câble secret, envoyé du siège de Virginie à l'agence du Guatemala, en dit long sur ce que signifient les droits de l'homme pour les agences de renseignement des États-Unis : "Nous avons le regret d'avoir à vous informer que le moment est venu de redonner son actualité au rapport sur les droits de l'homme. Comme il n'y a pas de date finale prévue, nous sommes forcés de satisfaire définitivement à cette nouvelle exigence."

Le principal changement survenu, ces dernières années, dans la "communauté des renseignements" est l'intégration du discours en faveur des droits de l'homme. Cependant, il est clair que l'atteinte du but principal - protéger les intérêts de sécurité nationale des États-Unis au Guatemala - a toute priorité sur l'objectif consistant à "améliorer la situation des droits de l'homme et l'État de droit au Guatemala".

Comme l'indique le rapport, la CIA a considéré les services de sécurité du Guatemala comme ses alliés principaux dans la lutte anticommuniste. L'intérêt qu'elle avait à maintenir de bonnes relations avec l'agence de renseignements de l'Armée guatémaltèque (D-2 ou G-2) a entraîné une "perte d'objectivité" de la CIA au Guatemala et a eu pour effet d'entraîner la mise en question ou l'élimination de tout rapport non favorable,

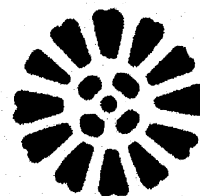
tandis que les rapports favorables recevaient toujours bon accueil et ample diffusion.

Quelle utilité ?

Pour les enquêteurs de la Commission de supervision des renseignements, il n'est pas nécessaire de revoir le mandat de la CIA au Guatemala, ni de restructurer les systèmes de supervision. Dans les cas où la CIA a manqué à son obligation d'informer le Congrès ou le Département d'État, on n'a pas trouvé de preuves suffisantes qui puissent justifier une action pénale. De plus, la CIA a pris l'initiative "d'actions dont le but est de "corriger" la situation."

Selon le gouvernement du Guatemala, le rapport apporte peu d'information utile pour identifier ou sanctionner au sein des forces de sécurité guatémaltèques ceux qui ont violé les droits de l'homme. En réalité, du fait du mandat restreint de l'enquête, il n'a été répondu qu'aux inquiétudes des Nord-Américains.

L'impact de ce rapport est nul, tant sur l'impunité institutionnalisée que sur les autres enquêtes nécessaires au sujet des centaines de milliers de victimes de violations des droits de l'homme au Guatemala. D'ailleurs, le message destiné aux forces de sécurité du Guatemala est clair : *business as usual...* mais avec un peu plus de prudence.



Bámaca: contradictions

Ces quatre dernières années, les services de renseignements des États-Unis au Guatemala ont remis à leurs sièges respectifs 40 câbles sur la situation du commandant guérillero "Everardo" (Efraín Bámaca), capturé par l'armée en mars 1992. Les contradictions entre les différentes versions livrées par les services de renseignements sont tellement évidentes qu'il

est difficile de distinguer entre information et désinformation. Nous en donnons comme preuve ce résumé de quelques-unes des dépêches envoyées aux États-Unis par des rapporteurs de la CIA, au sein de l'armée guatémaltèque :

- Everardo est en bonne condition, il est bien traité par l'armée et coopère pleinement avec ceux qui l'ont arrêté.

- Everardo est mort au combat dans le Quiché.

- Bámaca est vivant et se trouve dans une prison clandestine de l'armée.

(Il faut savoir que ces prisons ont toujours existé au Guatemala, qu'il est courant d'y mettre au secret les guérilleros faits prisonniers, qu'ils y sont interrogés et assassinés une fois obtenue l'information désirée).

- Après avoir été interrogé, Bámaca a été assassiné.

- Des officiers de renseignements de l'armée l'ont emmené en un lieu inconnu.

- L'information selon laquelle Bámaca a été capturé vivant par l'armée, fait partie d'une campagne de propagande de la guérilla. Bámaca est mort, au combat, ou juste après avoir été capturé par l'armée.

- Légèrement blessé au combat, Bámaca a été capturé par l'armée et interrogé à Retalhuleu, puis à San Marcos. A cause de son importance et du fait de ses nombreuses tentatives d'évasion, il a été complètement plâtré pour éviter qu'il ne s'échappe. Après

un mois d'interrogatoire, on l'a fait monter dans un hélicoptère à destination inconnue ; il a probablement été jeté à la mer.

- Le colonel Julio Alpírez, le major Raúl Oliva et le colonel Leonel Godoy ont "travaillé" avec Bámaca, après sa capture.

- Alpírez n'a rien eu à voir avec Bámaca, lequel a été emmené à la capitale, aux renseignements militaires.

- Certains témoignages rapportent qu'il s'est suicidé.

- Au cours de sa captivité, des officiers de haut rang sont venus visiter Bámaca.

- Bámaca a été exécuté après avoir été capturé et son corps a été jeté dans un volcan. D'autres sources indiquent que son cadavre a été brûlé dans un champ de canne à sucre.

- L'armée a tué un ex-guérillero et l'a enterré à la place de Bámaca, pour tromper les enquêteurs.

- Les colonels Otto Pérez Molina et Héctor Mario Barrios Celada (aujourd'hui généraux) ont emmené Bámaca en hélicoptère vers une destination inconnue.

- Bámaca est enterré dans un cimetière clandestin, près du détachement de Cabañas, à San Marcos.

De quoi s'agit-il ?

Plusieurs questions incontournables n'apparaissent pas dans le rapport : Quelle valeur peuvent avoir tant de

versions contradictoires ? Qu'est-ce qui nous vaut une telle abondance de versions ? S'agit-il d'une campagne de désinformation provenant des informateurs nord-américains installés au Guatemala, ou vient-elle des services de renseignements présents sur le territoire des États-Unis, afin de désinformer les supérieurs ? Quelle valeur peut avoir ce genre de renseignements, dans le combat contre le communisme ? Ce genre de travail justifie-t-il des contacts avec des groupes répréhensibles et dénués de scrupules ? Si la mission de la CIA au Guatemala est aussi de contribuer à l'amélioration des droits de l'homme et de l'État de droit, quand va-t-on utiliser les sources de renseignements pour atteindre cette fin ?



Traduction DIAL. En cas de reproduction, mentionner la source DIAL.

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 LYON • Tél. 72 77 00 26 • Fax 72 40 96 70 • E-mail : dial@globenet.gn.apc.org.

Abonnement annuel : France 410 F • Europe 455 F • Avion Amérique latine - Afrique 515 F • USA-Canada 505 F

Points rencontre à Paris : CEDAL (Centre d'Etude du Développement en Amérique latine) - 43 ter, rue de la Glacière - 75013 Paris
Tél. (1) 43 37 87 14 - Fax (1) 43 37 87 18 et Service Droits de l'Homme - Cimade - 176, rue de Grenelle - 75007 Paris - Tél. (1) 44 18 60 50
Fax (1) 45 55 28 13.